



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
HAUTE-NORMANDIE

Service risques

Arrêté du 10 OCT. 2014

portant sur les prescriptions complémentaires de l'unité Strippeur HP (SHP) de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE à Gonfreville l'Orcher

**Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 513-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié du 14 juin 1999 autorisant la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE à exploiter un ensemble d'unités de raffinage, d'installations de chargement et déchargement ainsi que de stockages à Gonfreville l'Orcher et notamment le chapitre 8 « prescriptions particulières applicables au craqueur catalytique 4, MEROX 1 et 2, et Struipeur HP » ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.
21 avenue de la Porte des Champs - 76037 ROUEN CEDEX - ☎ 02 35 52 32 00
Site internet : <http://www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr>

- Vu l'étude de dangers de l'unité SHP d'août 2012 ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 28 juillet 2014 de l'inspection des installations classées ;
- Vu la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2014 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 11 septembre 2014.

CONSIDERANT :

qu'en vertu de l'arrêté susvisé du 14 juin 1999 la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a remis à l'administration en août 2012 l'étude de dangers de l'unité Strippeur HP ;

que les unités craqueur catalytique 4, MEROX 1 et 2 sont définitivement arrêtées et mises en sécurité,

que la méthode d'analyse des risques utilisée répond aux exigences de l'arrêté ministériel susvisé du 10 mai 2000 ;

que les zones d'effets identifiées répondent aux dispositions de la circulaire du 10 mai 2010 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits " SEVESO ", visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

la nécessité de la mise à jour des prescriptions techniques ;

qu'il y a lieu en conséquence, de faire application à l'encontre de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, des dispositions prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} -

La société TOTAL RAFFINAGE FRANCE dont le siège social est 2 place Jean Millier, La Défense 6 - 92400 Courbevoie est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de l'unité Strippeur HP dans son usine de Gonfreville l'Orcher.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 -

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement.

Article 6 -

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de ROUEN :

1° dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, par les demandeurs ou les exploitants.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Gonfreville l'Orcher pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Gonfreville l'Orcher fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE dans deux journaux diffusés dans tout le département :

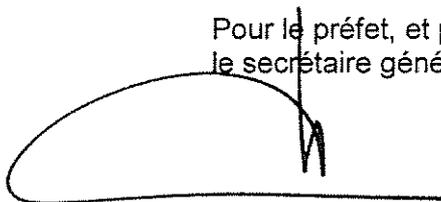
- Paris-Normandie, édition du Havre,
- Le Havre Libre.

Article 8 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Gonfreville l'Orcher et à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE.

Fait à ROUEN, le 10 OCT. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and a small flourish at the end.

Éric MAIRE

Article 1 :

Le chapitre 8 de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 14 juin 1999 est modifié comme suit :

Eric MAIRE

CHAPITRE 8

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES
APPLICABLES AU STRIPPEUR HP

I. MESURES PREVENTIVES LIEES AUX PROCEDES ET INSTALLATIONS

I.1 Conformités aux plans et données techniques

Les installations sont situées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans la dernière version de l'étude de dangers dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

I.2 Mesures générales

Les installations susceptibles d'être à l'origine d'incident ou d'accident, ainsi que les moyens de protection et de sécurité font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi fréquents et approfondis que nécessaire afin de conserver le niveau de sécurité voulu.

En particulier, les lignes contenant des coupes légères et/ou de l'hydrogène sulfuré en quantité significative font l'objet d'une surveillance renforcée.

Les risques de corrosion sont prévenus par des dispositifs appropriés notamment dans les zones à caractère acide.

De façon générale, tous les paramètres ayant une fonction de sécurité font l'objet d'un mode d'acquisition et de traitement indépendant des paramètres de conduite.

L'ensemble des alarmes inhérentes à l'unité est retransmis en salle de contrôle.

Une consigne permanente d'exploitation prévoit l'information des exploitants des unités soufre par les unités génératrices de gaz acide en cas de perturbations susceptibles d'entraîner des hydrocarbures avec les gaz acides.

Des vannes de sectionnement automatiques et manuelles permettent d'isoler les unités du réseau gaz acides, notamment sur les lignes d'alimentation en gaz acide.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les fuites toxiques susceptibles d'avoir des effets irréversibles à l'extérieur du site et notamment :

- sur ruptures de tuyauteries ayant un diamètre supérieur à 65 mm, à dix minutes maximum ;
- pour les diamètres inférieurs à 65 mm, la durée de fuite ne doit pas générer des distances d'effets supérieures aux distances en considérant une fuite de 65 mm pendant 10 minutes.

Les niveaux d'alarme et d'asservissement mentionnés dans le présent chapitre sont déterminés judicieusement par l'exploitant. En cas d'atteinte des niveaux d'alarme, l'exploitant met en œuvre la bonne stratégie d'action pour éviter un accident.

Des formations et des entraînements des opérateurs, dont la fréquence est déterminée par l'exploitant, doivent confirmer la réactivité et la mise en œuvre des bonnes stratégies d'actions par le personnel de l'unité.

I.3 Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) particulières

I.3.1 - Soupapes

Le ballon de charge B801 et la colonne de strippage C801 sont protégés par au moins une soupape déchargeant vers le collecteur de torche acide. Toutes dispositions sont prises par l'exploitant afin d'assurer l'efficacité de la soupape de la colonne de strippage C801, notamment par un lavage régulier des pieds de soupape.

I.3.2 - Colonne de strippage C801

Afin d'éviter une montée en pression, la colonne de strippage C801 est équipée :

- d'une alarme de température et de pression haute sur la tuyauterie de tête du C801 vers la colonne de lavage C802, retransmise en salle de contrôle. Suite à une de ces alarmes, le consoliste doit mettre en place des actions permettant de baisser la pression, voire mettre en recirculation ou arrêter l'unité en cas de besoin,
- d'une sécurité de pression très haute en tête de colonne qui entraîne automatiquement la fermeture de l'alimentation en vapeur du rébouilleur E803.

La tuyauterie de tête de la colonne de strippage C801 est également équipée d'une vanne de régulation de pression qui permet notamment de limiter la contribution aval en gaz acide, en cas de perte de confinement en amont de la vanne de régulation.

I.3.3 - Colonne de lavage C802

La ligne de tête de C802 vers le coalesceur X802 est équipée d'un clapet anti-retour qui permet notamment de limiter la contribution aval en gaz acide, en cas de perte de confinement en amont de ce clapet.

I.3.4 - Ligne d'expédition d'hydrogène sulfuré

La ligne d'expédition d'hydrogène sulfuré vers les unités soufre est équipée d'une vanne automatique en limite d'unité. Cette vanne est commandable depuis la salle de contrôle, à ouverture et fermeture rapides, à sécurité feu. Sa position (ouverte ou fermée) est connue de façon sûre en salle de contrôle.

I.4 Dispositifs d'arrêt d'urgence

L'unité dispose de dispositifs d'arrêts d'urgence adaptés à ses risques, et actionnables depuis la salle de contrôle et en local.

I.5 Phases transitoires

Les phases transitoires (arrêt, démarrage normal et démarrage après déclenchement) sont effectuées en respectant strictement les procédures en vigueur.

II. PREVENTION ET SECURITE INCENDIE

II.1 Détection d'atmosphère explosible et toxique

Afin de prévenir les conséquences des risques induits par une atmosphère explosible et/ou toxique, les moyens d'alarme, de prévention, de protection et d'intervention appropriés à la nature du risque et nécessaires à sa localisation, à la limitation de son extension et de ses

effets, doivent être disponibles.

Ces moyens comprennent un réseau de détection de fuite de gaz adapté aux risques et judicieusement réparti qui répond aux caractéristiques techniques et organisationnelles énoncées au chapitre 1 « généralités » de l'arrêté préfectoral cadre de la raffinerie, dont un réseau de détecteurs de gaz inflammables et d'hydrogène sulfuré.

Un dispositif au moins indique la direction du vent. Il est visible de jour et de nuit.

II.2 Balisage des zones H₂S

Les zones à risque de présence d'H₂S sont balisées et font l'objet d'une limitation stricte d'accès au personnel d'opération et d'intervention équipé de détecteurs d'hydrogène sulfuré portables et de masques d'évacuation.

II.3 Moyens de défense incendie et de secours

Les moyens de lutte contre l'incendie sont étendus en fonction des risques présentés et comprennent notamment deux lances monitor fixes de 60 m³/h avec des mesures compensatoires en cas d'indisponibilité, comme prévu à l'article VIII.9.1 - chapitre 1 de l'arrêté préfectoral cadre de la raffinerie et des extincteurs adaptés à la nature des sinistres potentiels, judicieusement répartis et en nombre suffisant.

III. DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES NUISANCES

Les hydrocarbures provenant du ballon de charge B801 sont récupérés au sein du ballon de collecte des purges d'hydrocarbures B804. Ce ballon est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le niveau de liquide contenu.

L'implantation du ballon est conforme aux prescriptions de l'article IV.2.9 du chapitre 1.